

OK

**AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET**  
**N°...../AMI/APN/2024 DU 27 FEV 2024**  
**POUR LA PRE-SELECTION DES CONSULTANTS EN VUE DE LA**  
**REALISATION DE L'ETUDE SUR L'ELABORATION ET LE CONTROLE**  
**DES REGLES DE LA SECURITE ET DE POLICE PORTUAIRE AU**  
**CAMEROUN**  
-----

**I. Contexte et justification**

Un port est par essence un haut lieu d'échanges à caractère économique et social. En effet, les ports constituent en général des grands centres d'activités commerciales et de circulation de personnes.

Situés le plus souvent aux frontières entre deux pays ou ouvert sur la mer, les ports sont considérés à juste titre, comme des points d'entrée par excellence des produits dangereux et illicites (armes, drogues, stupéfiants ...) et de l'immigration clandestine. Ils peuvent également faciliter la circulation des maladies contagieuses à travers les produits alimentaires et autres qui entrent et sortent.

C'est cette position stratégique qui vaut aux ports d'être particulièrement réglementé par le législateur et les pouvoirs publics. Le port partage ainsi avec l'aéroport des règles de police particulières, souvent dérogoratoire au droit commun.

Au sens juridique du terme, le mot police a une double acception : la police administrative et la police judiciaire. La police administrative est celle qui se veut préventive, alors que la police judiciaire est répressive.

La première se limite à la réglementation de la circulation des personnes et des biens. La seconde définit les incriminations ou infractions susceptibles d'être commises par des personnes et les mécanismes répressifs.

Lorsqu'on parle de police portuaire, on ne fait pas référence à ces deux notions de police seulement, elle a un sens plus large en ce qu'elle s'étend à toutes les infrastructures dans le domaine portuaire, couvre le plan d'eau et concerne les navires. Raison pour laquelle on parle communément de police d'exploitation portuaire.

Au terme des dispositions du décret n°2019/172 du 05 Avril 2019 portant réorganisation de l'Autorité Portuaire Nationale, l'APN est en charge du contrôle et de l'application des normes de sécurité et de police portuaires.



Elaborer, assurer la diffusion et veiller à l'application des normes de sécurité tant dans les domaines portuaires que dans l'exercice des activités portuaires, telle est l'une des principales missions de l'APN, d'où cette étude sur l'élaboration des règles de sécurité et de la police portuaire au Cameroun.

## **II. OBJECTIFS DE L'ETUDE :**

### ***II. 1- Objectif général***

L'objectif général de l'étude est de proposer des règles de sécurité et de police portuaires adaptées aux exigences internationales en la matière en s'inspirant sur le plan interne des acquis législatifs, réglementaires et de la pratique.

### ***II. 2- Objectifs spécifiques***

De façon spécifique, il s'agira :

- d'édicter des règlements généraux sur la police d'exploitation du port ;
- de suivre des règlements spécifiques à certains outillages et terminaux ;
- du suivi des prescriptions spécifiques aux concessions d'outillage ;
- du suivi des prescriptions spécifiques d'amélioration du domaine portuaire ;
- de définir les organes de police dans le domaine portuaire et de circonscrire leur rôle et mission ;
- d'édicter les obligations des usagers du port ;
- d'édicter les règles générales d'accès, de circulation des personnes et des biens et les règlements de propreté ;
- d'édicter la police de la navigation sur les plans d'eau ;

## **III. CONSISTANCE DES PRESTATIONS**

Pour mener à bien les prestations objet de l'étude sur l'élaboration des règles de sécurité et de la police portuaire, le consultant devra :

**D'abord**, faire un état des lieux des règles de sécurités et de police portuaires existantes et leur application.

**Ensuite**, proposer de nouvelles règles de sécurité et de police portuaire compatibles aux objectifs de compétitivité de nos ports et aux impératifs de sécurité et de sureté du territoire, des hommes et des biens.

**Enfin**, proposer des mécanismes efficaces de contrôle desdites règles de sécurité et de police portuaire. 

### **III. 1- Etat des lieux**

Pour faire l'état des lieux, le consultant devra :

- a) Faire le recensement de l'ensemble des textes législatifs et réglementaires, tant nationaux qu'internationaux, régissant la sécurité et la police portuaire dans divers domaines portuaires au Cameroun ;
- b) Faire une analyse de ces textes en montrant notamment leur cohérence et/ou leur contradiction les uns par rapport aux autres ;
- c) Procéder à l'analyse critique des pratiques existantes au regard de la législation et de la réglementation recensée en mettant en exergue ;
  - L'organisation en place en termes de procédures ;
  - Les moyens mis en œuvres ;
- d) Dégager les avantages et inconvénients de la situation actuelle.

### **III.2- Elaboration des règles de sécurité et de police portuaire**

Dans le but de contribuer à l'amélioration de la sécurité et de la police portuaire et, en fonction des constats découlant de l'état des lieux ci-dessus évoqué, le consultant va proposer les règles de sécurité et de police portuaire en conformité avec les objectifs de compétitivités de nos ports.

A cet effet, il devra tenir compte :

- des mutations enregistrées dans le secteur portuaire ;
- des conventions internationales ratifiées par le Cameroun, en la matière ;
- de tous les autres instruments juridiques nationaux et internationaux

### **III.3 - Mécanismes de contrôle**

Le consultant proposera :


- a) les mécanismes de contrôle efficace de l'application des règles de sécurité portuaire ;
- b) Les mécanismes de contrôle efficace des règles de police portuaire.

En outre, le Consultant devra proposer des actions de mise en œuvre de ces règles.

## **IV- PARTICIPATION ET ORIGINE**

Le présent avis d'appel à manifestation d'intérêt s'adresse aux Consultants installés au Cameroun disposant des ressources nécessaires et justifiant d'une expertise avérée dans la réalisation des prestations similaires.

De manière spécifique, les qualifications ci-après sont requises :

- Être un consultant installé au Cameroun ;
- Justifier des capacités administratives, techniques et financières requises et notamment : 



- Présenter un dossier administratif conforme aux spécifications sus évoquées ;
- Disposer du matériel et du personnel compatible avec les prestations à réaliser ;
- Justifier d'une bonne expérience dans la réalisation des projets similaires.

## **V. Termes de Référence de la consultation**

Les Termes de Référence relatifs à l'étude sur l'élaboration et le contrôle des règles de la sécurité et de police portuaire au Cameroun, peuvent être retirés auprès de la Sous-Direction des Affaires Communes, des Marchés et des Assurances de l'APN :

**Immeuble CAA (1<sup>er</sup> étage, Porte 05), Boulevard du 20 Mai 1972**  
**BP 11538 Yaoundé Tél. (237) 222 23 73 16 / 222 23 73 17**  
**Fax. (237) 222 23 73 14**

## **VI. Composition du dossier de candidature**

Chaque candidat devra fournir les pièces ci-après, présentées en deux (02) parties, rédigées en français ou en anglais, produites en quatre (04) exemplaires dont un (01) original et trois (03) copies marquées comme tels, contenues dans une enveloppe fermée et scellée, ne comportant ni cachet, ni indication sur l'identité du soumissionnaire.

La première enveloppe dite « **enveloppe A** » portera la mention « Pièces administratives » et contiendra les documents ci-après :

1. Un accord de groupement, le cas échéant ;
2. Une attestation de non faillite établie par le Tribunal de Première Instance datant de moins de trois (03) mois précédant la date de remise des offres ;
3. Une attestation d'immatriculation timbrée en cours de validité ;
4. Une attestation de Conformité fiscale timbrée en cours de validité ;
5. Une photocopie du registre de commerce ;
6. Une attestation de domiciliation bancaire du Cabinet délivrée par une banque de premier ordre ou une compagnie d'assurance agréée par le Ministère en charge des Finances de la République du Cameroun ;
7. Un plan de localisation du Cabinet assorti de la certification sur l'honneur par le Consultant lui-même de l'exactitude des informations fournies ;
8. Un Certificat de non exclusion des Marchés Publics ;
9. Tout autre document administratif lié à la qualité du soumissionnaire (facultatif).

La deuxième enveloppe dite « **enveloppe B** » portera la mention « offre technique ». Elle contiendra les documents relatifs à la compétence et aux





références générales des soumissionnaires placés dans l'ordre indiqué dans le tableau :

N°	Documents	Opérations à réaliser	Authentification
B1	Reference de l'entreprise	Une brève description du Consultant et un aperçu de son expérience dans le cadre des missions similaires	les membres de l'équipe du Consultant devront justifier avoir effectué au moins deux (02) prestations similaires déjà exécutées au cours des cinq (05) dernières années avec copies des marchés/lettres commandes (première et dernière page) ou bons de commande et des Procès-Verbal de réception.
B.2	Proposition technique	-un descriptif de la méthodologie et du plan de travail proposés pour accomplir la mission ; -un calendrier, le planning et le délai d'exécution des prestations.	-Document paraphé, daté, signé et cacheté à la dernière page. -attestation de bonne connaissance dans les domaines de la sécurité, sûreté et de la police portuaire et maritime.
B.3	Personnel clé	Le Consultant devra fournir la liste ou le personnel clé compétent et jugé nécessaire à mobiliser pour la réalisation de cette prestation et définir les affectations proposées.	-CV avec photo datant de moins de trois (03) mois et signé -copie certifiée conforme du diplôme -la définition des tâches.
B4	Présentation	Le document doit être bien présenté et les différentes parties séparées par une feuille de couleur différente.	

## **VII. EVALUATION DES OFFRES, SELECTION DES CANDIDATS ET PUBLICATION DES RESULTATS**

Les dossiers de candidature seront évalués suivant les critères ci-après :

### **VII.1 Critères éliminatoires**

- 1- Fausse déclaration, substitution ou falsification de documents ou documents non authentiques ;
- 2- Note de qualification technique inférieure à 80 pts/100.

### **VII.2 Critères essentiels de notation des dossiers techniques**

L'évaluation technique se fera sur cent (100) points sur la base des critères ci-après :

N°	documents	Opérations à réaliser	points
B1	Reference de l'entreprise	-Nombre d'études similaires réalisés en général (07points)	sur 38

		- nombre d'études (03 études) sur la sécurité ou la sécurité ou la police portuaire ou la compétitivité réalisées au cours des cinq dernières années (10 points par études effectivement réalisées) (30 points) - Ancienneté du cabinet ( 01 points)	
B2	Moyens techniques mis à disposition	-Un descriptif de la méthodologie (5 points) -un plan de travail proposé pour accomplir la mission assortie d'un calendrier, du planning et du délai d'exécution des prestations (2,5 points) -attestation de bonne connaissance dans les domaines de la sécurité, sûreté et de la police portuaire et maritime. (2,5 points)	sur 10
B3	Personnel clé	<b>Un Chef de Mission :</b> Un chef de mission, Expert en Droit des transports Niveau Bacc +5, 15 ans d'expérience, (20 points) ;  <b>Un Expert en sécurité sûreté, maritime et portuaire ,</b> Niveau Bacc +5, 10 ans d'expérience, (10 points) ;  <b>Un Expert en exploitation portuaire,</b> Niveau Bacc +5, 10 ans d'expérience, (10 points) ;  <b>Un Expert en Droit public ,</b> Niveau Bacc +5, 10 ans d'expérience, (10 points).	sur 50
B4	Présentation du dossier	-Sommaire général (0,5 point) -pièce classée dans l'ordre du sommaire (0,5 point) -lisibilité (0,5 point) -intercalaire de couleur (0,25 point) -reliure 0,25 point)	sur 02

Seuls les trois (03) premiers candidats qui auront totalisés, à l'issue de l'évaluation, une note technique au moins égale à quatre-vingt (80) sur cent (100) seront retenus et admis à concourir à l'Appel d'Offres National Restreint qui sera lancé selon les règles de procédures définies par les décrets et arrêtés en vigueur en République du Cameroun et notamment le décret N° 2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics.

### **8. Dépôt des Dossiers de Manifestation d'Intérêt**

Les Dossiers physiques d'Appel à Manifestation d'Intérêt, rédigés en français et/ou en anglais, en quatre (04) exemplaires dont un (01) original et trois (03) copies respectivement marquées comme telle, devront être déposés sous pli fermé à la Sous-Direction des Affaires Communes, des Marchés et des Assurances, **Immeuble CAA (1<sup>er</sup> étage, Porte 05), Boulevard du 20 mai, BP 11538 Yaoundé Tél : (237) 222 23 73 16 / 222 23 73 17, Fax: (237) 222**

23 73 14 au plus tard le 22 MAR 2024 à 14 Heures précises, heure locale et intitulé :

**« AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET  
N° 01/AMI/APN/2024 DU 27 FEB 2024  
POUR LA PRE-SELECTION DES CONSULTANTS EN VUE DE LA  
REALISATION DE L'ETUDE SUR L'ELABORATION ET LE CONTROLE  
DES REGLES DE LA SECURITE ET DE POLICE PORTUAIRE AU  
CAMEROUN »**

Les versions numériques des dossiers d'Appel à Manifestation d'Intérêt seront transmises en même temps aux adresses mails suivantes :

[infos@apn.cm](mailto:infos@apn.cm); [younousmouamar777@gmail.com](mailto:younousmouamar777@gmail.com); [emmanuelangale@yahoo.fr](mailto:emmanuelangale@yahoo.fr);  
[hapsatyaya@icloud.com](mailto:hapsatyaya@icloud.com)

**9. Renseignements complémentaires**

Des renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à l'adresse ci-après :

Sous-Direction des Affaires Communes, des Marchés et des Assurances, Autorité Portuaire Nationale, 1<sup>er</sup> étage Porte n°05 Immeuble CAA, Boulevard du 20 mai 1972 BP 11 538 Yaoundé Téléphone fixe : 222 23 73 16 / 222 23 73 17, Fax : 222 23 73 14.

Yaoundé, le 27 FEB 2024

**LE DIRECTEUR GENERAL**



*Louise Eboupeke Louis*

PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN  
AGENCE DE RÉGULATION DES MARCHES PUBLICS

ARMP

CENTRE REGIONAL DE RÉGULATION DES  
MARCHES PUBLICS DU CENTRE

COURRIER ARRIVÉE N°

237

01 MARS 2024



13

**CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST**  
**N°01... /AMI/APN/2024 OF 27 FEB 2024**  
**FOR THE PRE-SELECTION OF CONSULTANTS TO CARRY OUT THE**  
**STUDY ON THE ELABORATION AND MONITORING OF SECURITY**  
**AND PORT POLICE RULES IN CAMEROON**

\*\*\*\*\*

**I. Context and justification**

Basically, a port is a major place for economic and social exchanges. Indeed, ports generally constitute major centers of commercial activity and movement of people.

Most often located on the borders between two countries or linked to the sea, ports are rightly considered as entry points par excellence for dangerous and illicit products (weapons, drugs, narcotics, etc.) and illegal immigration. They can also facilitate the movement of contagious diseases through food and other products moving in and out.

This strategic position has made ports to be particularly regulated by the legislator and public authorities. As such, ports and the airports have specific police rules, that often deviate from common law.

In the legal sense of the term, the word police has a double meaning: administrative police and judicial police. The administrative police are those which aim to be preventive, while the judicial police are repressive.

The first is limited to the regulation of movement of people and goods. The second defines the incriminations or offenses likely to be committed by people and the repressive mechanisms.

When we mention port police, we are not referring to these two notions of police only, it has a broader meaning in that it extends to all infrastructures in the port area, covers the body of water and concerns ships. This is why we commonly talk of port operations police.

Pursuant to the provisions of Decree No. 2019/172 of April 5, 2019 reorganizing the National Ports Authority, APN is in charge of controlling and implementing port security and police standards.

Ensuring the elaboration, the dissemination and implementation of security standards both in port areas and in the exercise of port activities are part of APN basic's mission; reason of this study on the elaboration of security rules and port police in Cameroon.



## **II. OBJECTIVES OF THE STUDY:**

### **II. 1- General objective**

The general objective of the study is to propose port security and police rules adapted to international requirements in this domain, based on internal legislative and regulatory achievements and practices.

### **II. 2- Specific objectives**

In a specific way, the study has to:

- prescribe general regulations on the port operating policy;
- to monitor regulations specific to certain tools and terminals;
- monitor specific requirements for tool concessions;
- monitor specific requirements for improving the port area;
- to define the police bodies in the port area and to define their role and mission;
- to prescribe the duties of port users;
- to prescribe general rules of access, movement of people and goods and sanitary regulations;
- to define the navigation policy on bodies of water;

## **III. CONSISTENCY OF SERVICES**

To carry out the services covered by the study on the elaboration of security rules and port police, the consultant must:

**First**, take stock of existing port security rules and police and their implementation.

**Then**, propose new security rules and port police compatible with the competitiveness objectives of our ports and the security and safety requirements of the territory, people and property.

**Finally**, propose effective mechanisms for monitoring the said security and port police rules.

### **III. 1- Inventory**

To take stock of the situation, the consultant must:

- a) Make an inventory of all legislative and regulatory texts, both national and international, governing security and port policing in various port areas in Cameroon;
- b) Carry out an analysis of these texts, notably showing their coherence and/or their contradiction in relation to each other;
- c) Carry out a critical analysis of existing practices with regard to the legislation and regulations identified, while highlighting;

- The organization in place in terms of procedures;
  - The means implemented
- d) Identify the advantages and disadvantages of the current situation.

### **III.2- Elaboration of security and port police rules**

With the aim of contributing to the improvement of security and port police and, based on the findings arising from the inventory mentioned above, the consultant will propose security and port police rules in accordance with the competitiveness objectives of our ports.

To this end, he should take into account

- changes recorded in the port sector;
- international conventions ratified by Cameroon in this area;
- all other national and international legal instruments

### **III.3 – Control mechanisms**

The consultant shall propose:

- a) effective control mechanisms for the application of port security rules;
- b) Mechanisms for effective control of port police rules.

In addition, the consultant must propose actions to implement these rules.

## **IV- PARTICIPATION AND ORIGIN**

This call for expression of interest is addressed to consultants based in Cameroon who have the necessary resources and can demonstrate proven expertise in the provision of similar services.

Specifically, the following qualifications are required:

- Be a consultant based in Cameroon;
- Prove that they have the required administrative, technical and financial capacities, and in particular:
- Present an administrative file that complies with the above specifications;
- Have equipment and personnel compatible with the services to be provided;
- Proof of good experience in carrying out similar projects.

## **V. Terms of reference for the consultation**

The Terms of Reference relating to the study on the elaboration and monitoring of security and port police rules in Cameroon may be obtained from the Sub-Department of Supplies, Contracts and Insurance of APN:

**CAA building (1<sup>st</sup> floor, Room 05), 20 May avenue  
PO Box 11538 Yaounde Tel. (237) 222 23 73 16 / 222 23 73 17  
Fax. (237) 222 23 73 14**

## **VI. Constitution of application file**

Each candidate must provide the following documents, presented in two (02) parts, drafted in French or English, produced in four (04) copies, including one (01) original and three (03) copies marked as such, contained in a closed and sealed envelope, bearing neither a stamp nor any indication of the tenderer's identity.

The first envelope, known as "**Envelope A**", will be marked "Administrative Documents" and will contain the following documents:

1. A grouping agreement, if applicable;
2. A certificate of non-bankruptcy issued by the Court of First Instance dated less than three (03) months prior to the date of submission of tenders;
3. A valid stamped certificate of registration;
4. A valid stamped certificate of fiscal compliance;
5. A photocopy of the trade register;
6. A bank domiciliation certificate issued by a first-class bank or an insurance company approved by the Ministry of Finance of the Republic of Cameroon;
7. A map showing the location of the Firm, together with a sworn statement by the Consultant that the information provided is accurate;
8. A Certificate of Non-Exclusion from Public Contracts;
9. Any other administrative document related to the tenderer's status (optional).

The second envelope, known as "**Envelope B**", will be marked "Technical Offer". It will contain the documents relating to the competence and general references of the tenderers placed in the order indicated in the table:

N°	Documents	Operations to be carried out	Authentication
B1	Reference of the company	A brief description of the Consultant and an overview of his experience in the context of similar missions	The members of the Consultant's team must demonstrate having carried out at least two (02) similar services already carried out during the five (05) recent years with copies of contracts/order letters (first and last page) or purchase orders and Receipt Reports.
B.2	Technical proposal	- a description of the methodology and work plan proposed to accomplish the mission; - a calendar, planning and deadline for execution of services.	- Document initialed, dated, signed and sealed on the last page. - certificate of good knowledge in the areas of security, safety and port and maritime police.
B.3	Key personnel	The Consultant must provide the list or competent key personnel deemed necessary to mobilize for the performance of this service and define the proposed assignments.	- CV with photo dating less than three (03) months and signed -certified copy of the diploma -the definition of tasks.
B4	Presentation	The document must be well presented and the different parts separated by a sheet of different color.	

## **VII. EVALUATION OF OFFERS, SELECTION OF CANDIDATES AND PUBLICATION OF RESULTS**

Application files will be evaluated according to the following criteria:

### **VII.1 Eliminary criteria :**

- 1- False declaration, substitution or falsification of documents or non-authentic documents ;
- 2- Technical qualification score less than 80 pts/100.

### **VII.2 Essential criteria for rating technical files**


The technical evaluation will be done on one hundred (100) points based on the following criteria:

N°	Documents	Operations to be carried out	points
B1	Company's reference	- Number of similar studies carried out in general (07points) - number of studies (03 studies) on safety or security or port police or competitiveness carried out over the last five years (10 points per study actually carried out) (30 points) - Seniority of the firm (01 points)	out of 38

B2	Technical resources made available	-A description of the methodology (5 points) - a proposed work plan to accomplish the mission accompanied by a timetable, planning and deadline for execution of the services (2,5 points) - certificate of good knowledge in the areas of security, safety and port and maritime police. (2,5 points)	Out of 10
B3	Key personnel	<b>A Head of Mission:</b> A head of mission, Expert in Transport Law, A/level +5, 15 years of experience, (20 points);  <b>An Expert in maritime and port security and safety,</b> A/level +5, 10 years of experience, (10 points);  <b>An Expert in port operation,</b> A/level +5, 10 years' experience, (10 points);  <b>An Expert in public law,</b> A/Level +5, 10 years' experience, (10 points).	Out of 50
B4	Presentation of the file	-General summary (0,5 point) -documents classified following the order of the summary (0,5 point)  -readability (0,5 point) -coloured divider (0,25 point) -binding 0,25 point)	Out of 02

Only the first three (03) candidates who will have totaled, at the end of the evaluation, a technical score at least equal to eighty (80) out of one hundred (100) will be selected and admitted to compete in the Call for "Restricted National Offers" which will be launched according to the procedural rules defined by the decrees and orders in force in the Republic of Cameroon and in particular Decree No. 2018/366 of June 20, 2018 relating to the Public Contracts Code.

### **8. Submission of files**

The hard copies of the Call for Expression of Interest Files, drafted in French and/or English, in four (04) copies including one (01) original and three (03) copies respectively marked as such, must be submitted in a sealed envelope to the Sub-Department of Supplies, Contracts and Insurance, **CAA Building (1<sup>st</sup> floor, Room 05), 20<sup>th</sup> May Avenue, P.O Box 11538 Yaoundé**  
**Tel: (237) 222 23 73 16 / 222 23 73 17, Fax: (237) 222 23 73 14** no later than **22 MAR 2024** at **2 PM** local time and titled: 

**“CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST  
N°...<sup>PA</sup> /AMI/APN/2024 OF 27 FEB 2024  
FOR THE PRE-SELECTION OF CONSULTANTS TO CARRY OUT THE  
STUDY ON THE ELABORATION AND MONITORING OF SECURITY  
AND PORT POLICE RULES IN CAMEROON”**

The soft copies of the Call for Expression of Interest files shall be forwarded at the same time to the following email addresses:

[infos@apn.cm](mailto:infos@apn.cm); [younousmouamar777@gmail.com](mailto:younousmouamar777@gmail.com); [emmanuelasangale@yahoo.fr](mailto:emmanuelasangale@yahoo.fr);  
[hapsatyaya@icloud.com](mailto:hapsatyaya@icloud.com)

**9. Additional information**

Additional information can be obtained during working hours at the following address:

Sub-Department of Supplies, Contracts and Insurance, National Ports Authority, 1<sup>st</sup> floor, Room n°05 CAA Building, 20 May 1972 Avenue P.O box 11 538, Yaounde, phone: 222 23 73 16 / 222 23 73 17, Fax: 222 23 73 14. &

Yaounde, 27 FEB 2024

**THE GENERAL MANAGER**



*Dr. Eboupeke Louis*